

## Sans frontières, l'illusion du bonheur pour tous et de l'unité de tous

Author : Stéphane Braconnier

Categories : [Art & Société](#)

Date : 7 mars 2021

**TRIBUNE** : «*Le bonheur est une idée neuve en Europe*», écrivait Saint-Just. La phrase est mémorable car elle traduit cet idéal national fédérateur aux relents quelque peu matérialistes, que nous avons adopté depuis la Révolution française. Selon [Stéphane Braconnier](#), qui cite Le Bon, Locke, Malthus, Proudhon, un tel idéal s'avère vain si les contours de l'espace dans lequel il s'inscrit ne sont pas définis.

---



*Diplômé en Philosophie de l'Université Panthéon-Sorbonne et en Droit de l'Université Pascal Paoli, ancien journaliste, ancien entrepreneur, [Stéphane Braconnier](#) est professeur de Philosophie depuis 2013, en poste dans l'académie d'Ajaccio puis celle de Nantes. Il a publié trois recueils de poésie*

: Testostérone ; L'Évasion sensuelle et Coup de pied dans la fourmilière (éd. Amalthée).

---

Pas de surface géométrique sans contour, pas plus de terrain sans bornage, ni même de rivière sans rivage ou d'arène sans enceinte. Ces exemples ont la vertu d'être déterminés par leurs limites, à l'instar d'un hexagone qui en est effectivement un parce qu'il a six côtés. Pas seulement, me direz-vous, mais ces limites y contribuent nécessairement. Bien sûr, on peut les considérer comme des contenants dont le contenu est aussi important quant à la détermination de l'ensemble, mais, cela dit, de telles limites leur donnent un sens dont ils ne sauraient se passer sans se dissoudre dans l'insensé. Une société commerciale sans objet social restrictif constitue un non-sens. De même, il ne saurait y avoir de nation sans frontière. Qu'elle soit dessinée par une rivière, un fleuve, une crête de montagne, une côte océanique ou un simple trait de crayon tracé plus ou moins légitimement sur une carte, elle est consubstantielle à l'espace qu'elle enferme et à ce qu'il comprend.

## **Le culte de l'homogénéité territoriale**

Lorsque de telles délimitations unissent des individus, elles constituent des sociétés et l'homogénéité de chacune d'entre elles lui permet de perdurer. C'est pour cela qu'elles sont toujours en quête d'unité, même si elles sont composées d'une pluralité d'individus différents. Au sein de leurs limites, elles distillent différents liants afin de faire une communauté d'un troupeau éparse ; une communauté de destin devant relier chacun de ses membres à travers un roman national, une religion, une idéologie, une épopée, etc. Quels que soient les régimes politiques, une telle unité prévaut. Les régimes autoritaires unifient les lades et les imbéciles par la force, les régimes démocratiques par l'autorité de majorités populaires préfabriquées. Au sein des frontières, l'unité à tout prix !

C'est du moins le modèle français, intégrationniste, assimilationniste, etc. Tous ceux qui se retrouvent pour une raison ou pour une autre au sein de nos frontières doivent adopter notre culture et se comporter comme de bons petits Français. La colonisation à la française s'y évertua, bien que les résultats en fussent peu probants. En 1910, Gustave Le Bon dénonçait déjà l'absurdité des idées régnantes en France sur l'Algérie [\[1\]](#). Cet avertissement de 1910 est aussi

clair qu'il fut ignoré, si ce n'est son rappel par les propos du Roi Hassan II tenus à Anne Sinclair en 1993, dans lesquels il affirmait qu'un Marocain immigré en France ne fera jamais un bon Français : *«Ils ne seront jamais intégrés. L'exprimeront-ils qu'ils ne le pourront pas. C'est possible entre Européens, la trame est la même.[...] Ce seront de mauvais Français. Je vous décourage en ce qui concerne les miens, les Marocains d'essayer le détournement de nationalité, car ils ne seront jamais 100% français»*. On peut supposer légitimement qu'Hassan II savait de quoi il parlait. Eh bien non ! On persévère dans l'absurde. Preuve en est ce dernier projet de loi contre les séparatismes ; obtus que nous sommes !

**Lire aussi : [«Tu peux dire ce que tu veux, alors : ferme-la» ?](#)(Stéphane Braconnier)**

Au Sud, la décolonisation a ramené la frontière française des confins de l'Afrique à la pointe de Bonifacio, mais en important une partie de la population à l'intérieur de nos nouvelles frontières, il semblerait bien que nous ayons simplement déplacé le problème. Le dysfonctionnement colonial est devenu celui des banlieues. Le paradigme de l'assimilation prévaut ; l'unité à tout prix : sauf qu'on n'a toujours rien compris. L'école de la République serait-elle un incubateur social à même de changer un A.D.N. musulman en A.D.N. franchouillard ? Pourquoi pas en athée jacobin pendant que nous y sommes ! Le Tchétchène Abdoullakh Anzorov ayant décapité notre collègue Samuel Paty, alors qu'il avait été éduqué par notre système éducatif depuis l'âge de six ans, semble démontrer l'inverse, ainsi que tous les terroristes qui ont sévi sur notre territoire alors qu'ils ont été élevés en France.

## **La tolérance : un facteur d'hétérogénéité**

Louis XIV fut certainement le dernier de nos dirigeants ayant réalisé l'homogénéité du pays à la faveur de l'éradication des jansénistes en 1709 consacrée par la bulle *«Unigenitus»* dont le nom même affirme le principe de l'unicité. Il faut dire qu'il n'était pas à son coup d'essai en matière d'uniformisation du pays. En effet, l'édit de Fontainebleau et ses dragonnades avaient déjà chassé les protestants hors des frontières du royaume de France entre 1683 et 1686, à défaut de

conversion au catholicisme. Ces dernières dates représentent pourtant un tournant puisqu'elles coïncident avec la parution (1686) de la *Lettre sur la Tolérance* de Locke. Pourquoi évoquer un tel tournant : parce que depuis la fin du règne de Louis XIV, la France a adopté le principe lockien, avec notamment l'édit de tolérance de Louis XVI (1787), sans parler du vote de la Constituante de 1791, du Concordat, et du Grand Sanhédrin, etc. Nous prôtons sans cesse l'intégration, l'assimilation, c'est notre dada. Certains ratiocinent nos racines chrétiennes (alors que nous avons été païens auparavant et laïques après). Et en même temps nous laissons s'instaurer à l'intérieur de nos frontières des communautés dont la coexistence harmonieuse est du ressort du ministre de l'Intérieur, conformément au communautarisme anglo-saxon dont on retrouve le principe sous la plume de Locke :

«Plus les non-conformistes trouveront de douceur sous un gouvernement, plus ils travailleront à maintenir la paix de l'État ; et toutes les différentes Églises qui le composent, persuadées qu'elles ne peuvent jouir nulle part ailleurs des mêmes avantages, seront comme les gardes fidèles du repos public, et s'observeront les unes les autres, pour empêcher les troubles et les révoltes.»<sup>[2]</sup>

Le système anglo-saxon conçoit la gestion des divisions à l'intérieur des frontières comme aboutissant à une certaine unité nationale, quand le paradigme français affirme l'unité du pays en instituant sa division. Et l'on s'étonne qu'avec de tels modèles, ni l'un ni l'autre n'obtiennent des résultats convaincants.



Gustave Le Bon (1841-1941)

Tout en vantant le mérite du système anglo-saxon de morcèlement social étanche, Gustave Le Bon prônait l'unité territoriale autour d'un idéal ; comme quoi on n'échappe pas à ses propres contradictions. Effectivement, il est plus simple de diriger une unité sociale composée d'intérêts identiques plutôt qu'une division sociale aux intérêts antagonistes, quoi qu'en dise l'angélisme de Locke. D'ailleurs, une société plurielle constitue un contresens en soi, car sa fragmentation est le germe de sa destruction en tant qu'unité. La pluralité dont elle est l'émanation doit être une pluralité adhérente, unitaire, et non une pluralité *dissociante*. La France féodale, puis celle de la monarchie, de la Révolution, de l'Empire, de la IIIème République avaient-elles des rêves fédérateurs ? N'en avons-nous plus aucun ? Les pays socialistes s'illusionnaient du communisme, les pays musulmans de l'Islam. Et nous, qu'avons-nous pour nous faire rêver ? Le capitalisme peut-être ? ou sa version édulcorée d'aisance matérialiste ? Mais à vrai dire, un tel idéal est-il indispensable à une société ? Devons-nous penser comme Le Bon :

«Avec l'évanouissement progressif de son idéal, la race perd de plus en plus ce qui faisait sa cohésion, son unité et sa force. L'individu peut croître en personnalité et en intelligence, mais en même temps aussi l'égoïsme collectif de la race est remplacé par un développement excessif de l'égoïsme individuel accompagné de l'affaiblissement du

caractère et de l'amointrissement des aptitudes à l'action. Ce qui formait un peuple, une unité, un bloc, finit par devenir une agglomération d'individus sans cohésion et que maintiennent artificiellement pour quelques temps encore les traditions et les institutions. [...] Avec la perte définitive de l'idéal ancien, la race finit par perdre aussi son âme. Elle n'est plus qu'une poussière d'individus isolés et redevient ce qu'elle était à son point de départ : une foule.»<sup>[3]</sup>

## Le bonheur en guise d'idéal fédérateur

La France d'aujourd'hui consacre-t-elle un tel constat, ou la quête du bonheur fait-elle office d'idéal, ce bonheur pour tous qu'évoque le préambule de notre Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ? La résurrection des Droits de l'homme et l'éradication de la corruption gouvernementale suffiraient-elles à réaliser cet avenir radieux, pour en reprendre les termes précis ? On dirait un *remake* de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis de 1776 où le bonheur, par l'entremise d'un bon gouvernement, est désigné comme l'ultime dessein sociétal.

Bien sûr, on s'est bien gardé de donner une définition du bonheur. Tentons-en une : une période durant laquelle on est content d'exister, où l'on se dit : «*ça mérite d'être vécu*». L'action politique reviendrait alors à faire en sorte que soixante-huit millions de nos concitoyens soient dans un tel état d'esprit. Sauf qu'en matière de bonheur, chacun voit midi à sa porte et qu'il est impossible d'élaborer politiquement un bonheur pour tous, d'homogénéiser la France dans une telle osmose extatique, d'autant plus si cette France n'est naturellement pas homogène. Et comment le serait-elle, si ces contours ne sont pas définis clairement ? Un ensemble ne peut être homogène que s'il est déterminé par des contours, en l'occurrence des frontières. Il y a bien notre fameux hexagone, me direz-vous ! Certes, avec la Corse pour satellite, une frontière Schengen à Lampedusa ou à Lesbos, un poste frontalier britannique de fait à l'intérieur de l'hexagone suite aux accords du Touquet, sans parler de nos frontières fantômes à Mayotte (devenue la maternité musulmane de l'Océan indien), ou entre notre Guyane et le Brésil, lesquelles laissent pénétrer «*toute la misère du monde*». Soyons sérieux, notre pays n'a plus de frontière. Alors, comment un gouvernement pourrait-il s'investir sérieusement dans la construction d'un bonheur pour tous ? Une parousie de plus, sauf que le Jugement dernier risque de la devancer. Locke définit pourtant bien la mission d'un gouvernement :

«Le but de la société civile est la paix civile et la prospérité, ou encore la préservation de la société et de chacun des membres qui en font partie, donc de la jouissance paisible de toutes les bonnes choses de cette vie qui appartiennent à chacun ; mais au-delà des préoccupations de cette vie, cette société n'a absolument aucun rôle à jouer. [...] L'objet propre sur lequel portent les lois de cette société, ce sont toutes les choses qui conduisent au [...] bonheur civil.»[\[4\]](#)

Texte d'autant plus intéressant qu'en filigrane la justification du pouvoir civil tient à la réussite de sa mission. Un échec de sa part invaliderait sa nécessité, donc son existence et la soumission à laquelle nous sommes tenus. Aujourd'hui, à l'aune de cinq décennies d'échecs politiques pitoyables, que devons-nous penser de sa légitimité ? On a beau changer de guignol – on a viré De Gaulle, Giscard, Sarkozy, Hollande, et Mitterrand comme Chirac ont été réélus par la magie des cohabitations – on est toujours aussi insatisfait, donc malheureux. «*Aux suivant !*», comme chanterait Jacques Brel. L'activité concrète de nos gouvernements : l'administration de notre malheur. Et comment en serait-il autrement avec un pays sans frontière ?

## **Corrélation entre la richesse territoriale et sa démographie**

Il convient de revenir à Malthus dont la pensée nous apprend qu'il ne saurait y avoir une pensée politique indépendamment d'une réflexion démographique, laquelle nécessite des contours définis, car on ne peut compter les âmes d'un territoire illimité. Dans sa Préface sur l'*Essai sur le principe de population*, il écrit :

«La misère et le malheur causés par un accroissement de population trop rapide avaient été vu distinctement ; et de violents remèdes à ces maux avaient été indiqués, dès le temps de Platon et d'Aristote. [...] La population doit toujours être maintenue au niveau des

moyens de subsistance. [...] un sujet si intimement lié au bonheur de la société.» [\[5\]](#)

L'adéquation d'une population à la richesse de son territoire constitue un impératif politique. Trop peu d'habitants, et ce sont des biens laissés en friche, un bien-être matériel potentiel inexploité. Un excès d'habitants et la misère de chacun est proportionnelle au surplus de population ; exceptée la disparité dans la répartition des richesses. Pour une fois, Proudhon rejoint Malthus sur ce point, car, lorsqu'une personne est reconnue libre et égale aux autres au sein d'un même espace, cela revient à dire qu'elle a droit à la même part que les autres ; cette part devant être déterminée régulièrement par le ratio entre les biens et le nombre de copartageants : *«toutes les fois qu'il naît une personne douée de liberté, il faut que les autres se serrent»* [\[6\]](#).





Devons-nous alors nous étonner que la courbe du P.I.B. (Produit Intérieur Brut) de notre nation décroisse depuis 1950, que ce soit en volume ou en pourcentage, alors que celle de notre démographie nationale augmente concurremment ? Quand j'étais sur les bancs de l'école, à la place de mes élèves, nous étions 55 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous atteignons les 68 millions, soit une augmentation de la population de 13 millions d'individus en un peu plus de trente ans. Sur notre territoire, la production naturelle d'eau a-t-elle pu suivre une telle inflation ? Non, d'autant que plus de bouches à nourrir nécessite une irrigation plus conséquente de l'agriculture devenue intensive, entre autres. Déjà on nous déconseille les bains au profit des douches : à quand le gant de toilette et le robinet de la cuisine ? La richesse collective (les services publics) s'en trouve nécessairement affectée, puisque la survie de cet excès de population impose un plus large éparpillement de la richesse nationale en ressources individuelles. Alors qu'il conviendrait d'accroître le nombre d'enseignants, de médecins, de magistrats, d'agents de la D.D.E., etc., consécutivement à l'augmentation de la population, c'est l'inverse qui se produit. Sans compter aussi que le développement incontrôlable de la technologie raréfie le travail, ce qui implique une multiplication d'improductifs coûteux et l'avènement prochain du revenu universel. Outre le taux de natalité qui est stable et qui assure un renouvellement de la population, nous accueillons 250.000 immigrés par an officiellement (les invités de la République) sans parler de l'immigration illégale (ses squatters) ; soit officiellement un million de personnes au minimum en plus tous les quatre ans. Doit-on se féliciter des 600.000 décès annuels pour limiter une telle gabegie démographique ? La seule question qu'il convient de se poser : en avons-nous besoin ?

**Lire aussi :** [Crise des migrants : et si on relisait Kant ? \(Jean-Sébastien Philippart\)](#)

L'idéal fédérateur qui subsiste entre nous se résume à la quête d'un certain bonheur (assez incertain par ailleurs si ce n'est sa vision consumériste), et nous tentons d'y parvenir en accueillant «*toute la misère du monde*». Il y a comme un paradoxe car, si nous sommes bien sur la route du bonheur, nous l'arpentons à contresens, nous approchant sans cesse d'un malheur collectif, plus que d'un bonheur collectif. Même en consentant à un tel idéal, tout matérialiste qu'il soit, il est impossible de s'en rapprocher sans un contrôle démographique, ce qui implique l'existence contraignante de frontières.

## La frontière salubre

La vocation de toute société est de défendre les biens et les droits de ses membres, voire de les accroître, quitte même à générer des conflits avec les autres sociétés ayant nécessairement la même vocation – accroître les biens des siens, c'est souvent s'emparer de ceux des autres. En effet, ce sont ses membres qui constituent la société. Elle se doit d'être à leur service, sous peine de disparaître car sinon, pourquoi ses membres la laisseraient perdurer à leur préjudice ? Augmenter la population revient à diminuer d'autant les droits et les biens de chacun de ses membres. Augmenter la population, c'est accentuer aussi son hétérogénéité, ce qui attente à la paix sociale : les cultures s'y côtoient, s'y confrontent plus qu'elles ne se confondent.

Nos frontières sont les filles d'un empire colonial disparu, mais qui fut constitué au profit de la richesse nationale. Sauf que la richesse d'antan contenait en germe la misère d'aujourd'hui. Ces frontières qui étaient un vecteur de confort sont devenues au fil du temps un pourvoyeur d'inconfort ; le confort étant le synonyme du bonheur finalement. Plus elles s'éloignent du cœur de la France, de cet hexagone mythique, plus nous les perdons de vue, plus elles s'estompent, plus elles disparaissent. Nous sommes quelque part les victimes de notre histoire à laquelle nous ne savons pas remédier ; elle nous fait plus que nous ne la faisons, à l'instar d'une embarcation dépourvue de gouvernail et qui dérive, entraînée par le courant.

**Lire aussi :** [Régis Debray contre le vent des idées contemporaines \(Alexis Feertchak\)](#)

À moins d'avoir un gouvernement mondialisé, ce à quoi la diversité des cultures s'oppose comme les idéologies étatiques alternatives, on ne peut concevoir un bien être pour tous, universellement partagé. Médecins sans frontière existe, soit ! mais pas le bonheur sans frontière. Comme quoi le bonheur a ses limites : il ne saurait être illimité, territorialement. Il conviendra ainsi de rétablir les frontières, de les affermir, ou alors de changer d'idéal fédérateur, sous peine de voir disparaître ce que nous étions... et que nous sommes encore si peu. Nous avons été une nation et nous devenons une foule, une nation sans raison d'être, dépourvue de sens, donc insignifiante, qui

s'éloigne insensiblement de son idéal : «*une poussière d'individus isolés*», comme dit l'Autre.

[1] *La psychologie politique*, Éd. Ernest Flammarion, coll. Bibliothèque de philosophie scientifique, rééd. Paris, 1926, Livre V, chap. I : Nos principes de colonisation, pp.226-243 : «*Franciser les musulmans* » [...] Les mesures conseillées par M. Leroy-Beaulieu sont bien conformes à nos idées d'égalité universelle. Elles consistent dans « *la fusion de l'élément indigène avec l'élément européen* ». Cette fusion est représentée comme « *un état de choses où les deux populations d'origine différente seraient placées sous le même régime économique et social, obéissant aux mêmes lois générales, et suivraient dans l'ordre de la production la même impulsion.* [...] *Le tableau apparaît séduisant sur le papier. C'est le rêve égalitaire de nos théoriciens de 93 et d'aujourd'hui. Il ferait un peu sourire le plus modeste employé du service civil des Indes. On peut être un savant remarquable sans soupçonner l'abîme qui sépare la pensée et les sentiments d'un Oriental de ceux d'un Occidental.* [...] *Le danger apparaît donc clairement de vouloir imposer aux indigènes des colonies des institutions, des idées et des besoins de peuples différents. Nous pouvons ajouter, d'ailleurs, que pareille tâche est impossible et qu'aucune nation n'a jamais réussi à le réaliser. Le vernis provisoire de l'éducation européenne modifie fort peu l'indigène.* [...] *L'histoire prouve que deux civilisations trop différentes, mises en présence, ne se combinent jamais.* [...] *À peu près dégagés en Occident de l'influence des croyances religieuses, nous supposons volontiers qu'il en est universellement ainsi. Fort peu d'auteurs européens ont compris qu'en Orient la question religieuse prime toutes les autres. Institutions civiles et politiques, vie publique ou privée sont, pour les disciples de Mahomet, comme ceux de Siva ou de Bouddha, uniquement régies par la loi religieuse.* »

[2] *Lettre sur la tolérance*, Éd. Garnier Flammarion, trad. Jean Le Clerc, Paris, 1992, p.210.

[3] Gustave Le Bon, *La psychologie des foules*, Éd. Félix Alcan, coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine, Paris, 1926, p.179.

[4] Locke, *Sur la différence entre pouvoir ecclésiastique et pouvoir civil*, dans *Lettre sur la tolérance et autres textes*, Éd. Garnier Flammarion, trad. Jean Le Clerc, Paris, 1992, pp.151-152.

[5] Malthus *Essai sur le principe de population* Éd. Garnier Flammarion, Vol. I, trad. P. & G. Prevost, Paris, 1992, pp.58 à 60.

[6] Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*, Éd. Garnier-Flammarion, Paris, 1966, p.107.